

16 février 2024 - Seul le prononcé fait foi

[Télécharger le .pdf](#)

Conférence de presse du Président de la République et du Président Zelensky.

Monsieur le Président, cher Volodymyr,
Messieurs les ministres,
Messieurs les ambassadeurs,
Mesdames et Messieurs, en vos grandes qualités.

Je suis très heureux, cher Volodymyr, de te recevoir à nouveau aujourd'hui à Paris. C'est la troisième fois depuis le début du conflit et de l'agression russe contre ton pays. Cela fait de nombreuses fois, parce que je n'oublie pas ta première visite dans ces lieux. Tu étais alors candidat dans l'entre-deux tours en Ukraine et c'était la première fois que nous nous voyions. En te recevant aujourd'hui, c'est à travers toi, à tout le peuple ukrainien, que nous voulons d'abord exprimer notre admiration et surtout notre détermination à continuer de soutenir l'Ukraine dans la durée. Cette détermination est aussi forte qu'au premier jour, et je veux ici te dire que notre engagement à vos côtés ne faiblira pas. C'est aussi le sens de l'accord bilatéral de sécurité que nous venons à l'instant de signer. Il vient concrétiser un engagement que nous avons pris avec tous les pays du G7 au sommet de l'OTAN à Vilnius en juillet dernier. Il inscrit non seulement notre soutien dans la durée, mais aussi dans une démarche et une logique collective, puisque le Royaume-Uni et l'Allemagne ont déjà conclu un accord comparable et qu'à terme, tous les autres pays du G7 et 25 autres pays feront de même. Alors que nous allons dans quelques jours entrer dans la troisième année de cette guerre que seule la Russie a voulu, je n'oublie pas, cher Volodymyr, nos échanges aux premières heures de cette funeste journée du 24 février 2022.

Je veux avoir une pensée pour tous les Ukrainiens, pour tous ceux que la guerre a arraché à leur maison, à leurs familles, pour ceux qui se battent sur le front à Avdiivka en particulier et ailleurs. Les Ukrainiens aujourd'hui se battent non seulement pour leur liberté, mais pour la sécurité européenne, pour la solidité des démocraties libérales et la défense du droit international.

Cher Volodymyr, nous sommes déterminés à vos côtés à faire échec à la guerre d'agression de la Russie. Le courage de la résistance ukrainienne, le sursaut d'unité que votre juste combat a suscité ont déjà conduit à une série de défaites stratégiques de la Russie. Il y a deux ans, la Russie nous expliquait mener une opération spéciale qui allait se conclure en quelques semaines. Elle en est réduite à vider ses prisons pour remplacer les pertes colossales qu'elle subit sur le front. On nous expliquait que la Russie avait un avenir certain. Beaucoup de jeunes Russes ont préféré la liberté à la guerre et se retrouvent à Belgrade, Tbilissi, Istanbul ou Paris. La Russie a perdu ses talents. Elle préfère financer une guerre inutile, injuste et cruelle plutôt que les services de base pour sa propre population ou plutôt que de subventionner le prix des œufs pour les bas salaires. La Russie était revenue depuis les années 90 autour des différents formats internationaux. Elle a perdu cette place et sa crédibilité sur la scène internationale. Elle l'a perdue parce qu'elle n'y est plus invitée. Elle l'a perdue parce que l'Ukraine rejoindra l'Union européenne et je l'espère aussi l'OTAN. Elle a perdu stratégiquement, elle, pour qui l'accès aux mers est si décisif. En poussant la Finlande et la Suède à rejoindre l'OTAN et, ce faisant, à faire de la mer Baltique une mer aujourd'hui où les Alliés ont une place prépondérante, elle a perdu stratégiquement enfin, parce qu'elle met au Goulag ses esprits libres, qu'elle les y condamne à mort, à l'instar de Monsieur Navalny, dont je salue la mémoire et l'engagement. Je pense ce soir à son épouse, sa famille. Lui qui dément le déclin du courage contre lequel nous mettais si justement en garde Soljenitsyne. Oui, la mort de Monsieur Navalny dit la faiblesse du Kremlin et la peur de tout opposant. Les faits sont têtus, mais il faut toujours les rappeler. Il y a un agressé, l'Ukraine, et un agresseur, la Russie.

Et si cette agression vise principalement l'Ukraine, elle fait de nombreuses autres victimes : l'Ordre et le droit international, la stabilité du monde, la planète entière par les déséquilibres que cette agression a créés, en particulier sur le plan alimentaire. La Russie, malgré ses revers, s'est lancée dans une fuite en avant durant ces deux dernières années, et elle a, tout particulièrement ces derniers mois, accumulé et durci toutes les postures agressives, pas simplement face à l'Ukraine, mais contre nous tous. Aujourd'hui, c'est une nouvelle phase qui s'ouvre. La Russie de Vladimir POUTINE est devenue un acteur méthodique de la déstabilisation du monde, qui n'hésite pas à menacer son environnement, mais aussi, plus directement, nos intérêts. La Russie est devenue une puissance impérialiste qui nie la souveraineté de l'Ukraine, de son droit et de sa capacité à faire ses choix, à choisir ses alliances, bref à exister. Et au fond, ce que cherche la Russie, c'est un ordre fondé sur la force. Ce que défend l'Ukraine et nous, avec elle, est le respect des principes fondamentaux du droit international. La Russie est devenue une puissance révisionniste de manière croissante ces dernières années. Les propos tenus encore récemment montrent que cet appétit de réécrire l'histoire n'a plus de limites. Il n'y a pas que les pays qu'elle a récemment envahis comme l'Ukraine ou la Géorgie qui ont des raisons de s'inquiéter.

La Russie bâtit actuellement, devrais-je dire plutôt le régime du Kremlin, car je ne veux pas ici y engager tout un peuple, mais simplement quelques décideurs qui ont décidé précisément de changer, pour le pire, le destin de leur propre nation. Le régime du Kremlin bâtit actuellement un récit fantasmé pour remettre en cause les frontières héritées de l'Union Soviétique en reniant sa propre parole et ses propres engagements, notamment ceux pris à Alma-Ata en 1991, ce qui est une menace pour l'Europe, le Caucase, l'Asie centrale. Elle doit savoir que le monde la regarde, que chacun est en droit de se demander quel nouveau bout tronqué et truqué d'histoires elle invoquera pour poursuivre son agenda, quel nouveau pays sera sa proie, quel autre pays, demain, sera tenté de l'imiter.

La Russie a aussi, ces dernières années, accumulé des interférences dans les élections. Je n'oublie pas que moi-même, lors de la campagne électorale de 2016-2017, j'avais subi des attaques très directes de la Russie. J'avais eu l'occasion de m'en expliquer lors de notre première rencontre avec Vladimir POUTINE. Ces derniers mois, partout en Europe, ces manœuvres de désinformation, de manipulation de l'information mais les attaques sur le plan cyber se sont profondément multipliées, systématisées et intensifiées. La Russie, en effet, a franchi plusieurs seuils sur ce plan, à l'égard des démocraties européennes durant les dernières semaines et les derniers mois. C'est ce qui nous a conduits, avec l'Allemagne et la Pologne, à révéler et à attribuer plusieurs de ces attaques, et nous continuerons de faire de même. Ce changement de posture marque très clairement une volonté d'agression, à notre endroit.

Enfin, la Russie a multiplié aussi les zones de confrontation et de déstabilisation en Afrique comme au Proche et Moyen-Orient. Il n'est pas jusqu'à l'espace où ne se posent de graves questions, je reste ici prudent, mais les inquiétudes exprimées par certains ces derniers jours sur le possible déploiement par la Russie d'armes nucléaires dans l'espace ne fait que compléter ce tableau. Ces faits, s'ils étaient confirmés, seraient si graves, si illégaux, si déstabilisants pour le monde et préoccupants pour les citoyens que la Russie doit sans tarder donner des explications. Les institutions internationales doivent très clairement s'en saisir.

Tout ceci montre clairement que si ces dernières années, la Russie sur plusieurs de ces points, avait une forme de continuité - impérialisme, révision de l'histoire, déstabilisation de nos démocraties - l'intensification de ces agressions, le changement de nature et les seuils franchis font qu'il est temps aujourd'hui de le dire : ce changement de posture de la Russie exige un sursaut collectif.

Un message clair venu d'Europe, celui que nous ne laisserons pas faire, mais aussi très clairement, un signal de la communauté internationale. Car ces agressions touchent la stabilité tout entière de la planète et concernent tous les pays qui ont des responsabilités diplomatiques éminentes.

Que les choses soient claires, la France n'est pas en guerre ni contre la Russie, ni contre le peuple russe. La France a d'ailleurs tout fait pour empêcher la guerre en Ukraine. Mais nous sommes décidés à faire échec à la guerre d'agression de la Russie contre l'Ukraine et à toutes les agressions dont la Russie pourrait se rendre coupable. Si la Russie pense qu'elle peut affaiblir notre détermination, miser sur telle ou telle élection ou bien sur notre lassitude, alors elle se trompe.

Devant toi, cher Volodymyr, je veux ici redire que la France continuera de soutenir l'Ukraine dans la durée. C'est le sens - je le disais dès le début de mon propos - de l'accord que nous avons conclu pour une durée de 10 ans et qui restera valide tant que l'Ukraine n'aura pas rejoint l'OTAN.

Dans le cadre de cet accord, la France s'est engagée à apporter jusqu'à 3 milliards d'euros d'aides militaires supplémentaires pour l'Ukraine en 2024, après les 1,7 milliards d'euros de 2022 et les 2,1 milliards d'euros de 2023. Cette aide a pour objectif de continuer de fournir à l'Ukraine les moyens de défendre dans la durée sa souveraineté et son intégrité territoriale. La France s'engage aussi à poursuivre le soutien qu'elle apporte à l'Ukraine sur tous les plans : fourniture de matériel militaire, coopération entre industries de défense avec le développement de coproductions, formations, renseignement, aides civiles, etc. En aidant nos partenaires ukrainiens à se défendre, nous investissons pour la sécurité de l'Europe, le renforcement de la base industrielle, technologique et de défense européenne.

Tout cela représente déjà beaucoup, mais nous sommes déterminés à faire encore davantage, y compris en bousculant les habitudes, le confort de certaines certitudes. Je souhaite en particulier que la France et l'Union européenne continuent de s'adapter au contexte nouveau qui est le nôtre. Cela supposera un effort résolu de réarmement en termes de doctrines et de moyens. Il s'agit là d'un nouveau test pour l'Union européenne.

Mais l'issue de la guerre d'agression de la Russie contre l'Ukraine sera décisive pour nos intérêts, nos valeurs, notre sécurité et notre modèle de société. Dès le sommet de Versailles en mars 2022, convoqué sous présidence française de l'Union européenne, nous avons montré notre capacité, ensemble, à changer de paradigme. Aider l'Ukraine à défendre sa souveraineté va de pair avec notre propre souveraineté et notre autonomie stratégique. Et notre endurance, notre détermination seront encore éprouvées, mais nous trouverons l'énergie et les ressources pour continuer de nous transformer.

C'est aussi la raison pour laquelle je veux ici redire mon soutien à la proposition de la Première ministre estonienne, Kaja KALLAS, d'émettre des financements nécessaires dans la durée pour notre soutien à l'Ukraine et à la mobilisation de notre base industrielle européenne. Oui, l'Europe doit investir davantage, encore à une autre échelle, et dans la durée.

Voilà ce que je voulais dire aujourd'hui, Monsieur le Président, cher Volodymyr, notre soutien déterminé jusqu'au bout, notre volonté à vos côtés de faire et la conviction que, non seulement ce faisant, nous défendons l'Ukraine, mais nous défendons aussi ce qui nous lie sur un même continent au service des mêmes valeurs. Vous saurez trouver la France à vos côtés aujourd'hui comme demain, et je veux vous remercier une nouvelle fois d'être à Paris aujourd'hui avec notre soutien pour aujourd'hui, demain et aussi longtemps que nécessaire. Je vous remercie.

Journaliste

Bonsoir. La question s'adresse aux deux présidents.

Nous avons eu une journée très fructueuse pour l'Ukraine : un peu plus tôt, un accord identique a été signé avec l'Allemagne. Ça m'intéresse de savoir quelle est la différence entre l'accord signé en Allemagne et aujourd'hui en France et l'accord signé en Grande-Bretagne. Qu'est-ce qu'il y a de particulier qui a été proposé par la France à l'Ukraine, ce qui n'existe pas dans les accords avec d'autres partenaires, excepté les canons Caesar, bien évidemment ?

Emmanuel MACRON

D'un mot, je souscris parfaitement à ce qu'a dit le président. D'abord, ces accords et ceux qui viendront, comme je le disais tout à l'heure, se complètent. C'est dans cette complémentarité qu'il y a l'utilité pour l'Ukraine. Ensuite, ces accords, nous les avons voulus au sommet de Vilnius pour dire : il y a maintenant un chemin vers l'OTAN, mais on ne peut pas en quelque sorte laisser un vide. Et donc ces accords ont pour vocation de donner une visibilité sur l'engagement militaire avec des chiffres, mais derrière aussi, le détail de capacités. Et vous l'avez dit, que ce soit des canons, des obus, des missiles, de la formation, des formations, d'autres actions dans tout le spectre qui sont utiles aux besoins qui ont été exprimés par l'Ukraine et ses armées. Et puis enfin, c'est surtout que nous avons appris de l'histoire. L'Ukraine, par le passé, avait eu des accords, mais ils étaient trop vagues, ils étaient en quelque sorte insuffisamment engageants pour les États. Là, nous nous engageons sur des accords qui sont concrets et c'est ça que je veux que vous reteniez. C'est-à-dire ce n'est pas un accord de principe comme ce qui a pu exister par le passé qui, on l'a bien vu, en 2014 d'abord, puis en 2022, n'avait pas donné d'effets. Là, ce sont des accords où on s'engage sur des moyens précis, sur des chiffres et qui apportent des garanties réelles à l'armée ukrainienne pour pouvoir mener sa défense et la reconquête de ces territoires conquis.

Journaliste

Je voudrais revenir sur la mort de l'opposant Alexeï Navalny et vous demander, à tous les deux, quel message vous y voyez pour l'Europe, pour l'Occident ? Est-ce le signe que Vladimir POUTINE se sent tout puissant et est-il, à vos yeux, responsable de sa mort ? Et dans le prolongement de cette question, pour Monsieur MACRON, de plus en plus de responsables européens s'inquiètent d'une possible offensive russe demain, après-demain au-delà de l'Ukraine. Quelle est votre analyse ? Une guerre avec la Russie est-elle possible ?

Emmanuel MACRON

La mort soudaine d'Alexeï Navalny que nous avons apprise aujourd'hui nous a tous bouleversée, je l'évoquais tout à l'heure dans mon propos, et elle rappelle de la plus tragique des manières la réalité du régime du Kremlin et son durcissement. Il emprisonne, ce n'est pas nouveau. Ces derniers mois, il avait encore durci la posture à l'égard d'opposants, mais aussi d'associations, d'ONG, de fondations. Je pense à Memorial par exemple qui, pendant toutes ces dernières années, même aux heures les plus difficiles, avait toujours pu opérer et qui se retrouve aujourd'hui dans une situation des plus dangereuses.

Mais je veux, en cet instant, vraiment à nouveau adresser toutes mes condoléances à la famille et aux proches d'Alexeï Navalny. Je pense que cela dit, ce que je vous ai exprimé tout à l'heure, c'est que oui, la Russie est rentrée dans une nouvelle phase. Et nous devons être lucides sur ce sujet. Une phase d'agression à l'égard des pays européens par des actions de désinformation mais aussi d'attaques cyber, à une échelle et avec des franchissements de seuils qui en changent la nature et de durcissement dans son pays, à quelques semaines, d'une échéance électorale où, au fond, une forme d'impunité s'est installée. Tuer un opposant, ils le font, interdire les autres candidats, ils le font. Je vois cela comme un révélateur.

Évidemment, nous demandons à la Russie de faire toute la lumière sur les circonstances de ce drame. En tout état de cause, cet événement tragique ne fera que renforcer notre mobilisation sur le sort des prisonniers politiques. Et je pense aussi à tous ceux qui aujourd'hui courent encore des risques. Je pense en particulier à Vladimir KARA-MOURZA, dont la santé déjà est dégradée suite à deux tentatives d'empoisonnement en 2015 et 2017, ne cesse de décliner, depuis son incarcération en avril 2023, faute de soins médicaux et à tant d'autres opposants emprisonnés pour leurs convictions et leur courage. Je pense aussi, j'évoquais l'ONG Memorial, à Monsieur Oleg ORLOV qui encourt trois ans de prison ferme pour avoir dénoncé les crimes du régime russe dans sa guerre d'agression en Ukraine. Très clairement, les conditions de déroulement de la campagne présidentielle, notamment le nombre très faible de candidats habilités à concourir, ne font que confirmer la dégradation à l'œuvre depuis des années et le changement de nature que j'évoquais. Dans ce contexte, en effet, plusieurs dirigeants européens se sont exprimés pour dire la possibilité d'une agression russe à leur rencontre. Je n'aurais pas ici des mots qui visent à inquiéter ou à nourrir des scénarios. Ça n'a jamais été mon approche. Mais je vais être clair avec vous. Le régime du Kremlin a agressé il y a deux ans l'Ukraine, pays européen. Le régime du Kremlin a intensifié et durci ses agressions contre notre pays sur le plan de la désinformation et sur le plan cyber. Et ce sont des formes de conflictualité. Et donc très clairement, il y a besoin d'un sursaut européen mais plus largement de nos alliés, de nos partenaires et de la communauté internationale. C'est le sens même de mon propos. Si on voit les choses advenir, si on voit une nouvelle phase s'ouvrir, nous devons avoir la lucidité d'ouvrir une phase de réflexion stratégique et opérationnelle nouvelle. C'est ce que souhaite la France.

Journaliste

Bonjour. Vous avez annoncé votre visite à l'Ukraine en février. Quand est-ce que nous pouvons vous attendre chez nous ?

Emmanuel MACRON

Je serais là avant la mi-mars dans votre pays aux côtés du Président et du peuple ukrainien. Donc vous pouvez m'attendre dans les prochaines semaines à coup sûr.

Journaliste

Bonsoir. On voit donc ces accords bilatéraux de sécurité signés en Allemagne, en France bien sûr, par le Royaume-Uni aussi il y a quelques semaines, se multiplier, avec de nouvelles livraisons d'armes. Je voulais juste savoir, Monsieur ZELENSKY et c'est aussi une question pour Monsieur MACRON. Est-ce que les Européens ne vont-ils pas devoir faire plus encore dans les prochains mois, notamment si le blocage persiste au Congrès américain sur les aides militaires américaines ?

Est-ce que vous attendez encore davantage de la France, de l'Allemagne ? Est-ce que la France et l'Allemagne, la France notamment, seraient prêts à le faire, et aussi, dans l'hypothèse d'une victoire de Monsieur TRUMP aux élections présidentielles américaines d'ici à la fin de l'année

?

Emmanuel MACRON

Sur votre question pour ce qui nous concerne, à travers ces différents accords, nous donnons de la visibilité sur notre aide bilatérale militaire, en plus évidemment de tout ce qui est fait sur le plan civil, humanitaire et économique, et en plus de tout ce qui a été fait. C'est une manière de donner de la visibilité, indépendamment de tout, si je puis dire.

Ces accords bilatéraux sont complétés au niveau européen par l'accord que nous avons conclu au dernier sommet, les 50 milliards d'euros de dons et prêts que nous avons sécurisés au niveau européen et qui viennent là aussi donner une visibilité et un soutien. Et je l'ai dit, nous mettons et nous devons nous mettre en capacité d'adapter cet effort aux besoins en termes d'intensité et de délai.

Aujourd'hui, nous ne pouvons que nous féliciter de la posture américaine et j'espère que le congrès débloquera les sommes supplémentaires, mais de la posture américaine depuis le début de la guerre, qui est aux côtés de l'Ukraine et aux côtés de ses alliés européens. Mais cette guerre se passe sur le sol de l'Europe, et donc les Européens doivent aussi être en capacité de porter les efforts pour que l'objectif qui est le nôtre, c'est-à-dire que la Russie en aucun cas ne puisse gagner, soit atteint. Et donc, nous nous adapterons à tous les scénarios, parce que l'avenir de l'Europe ne peut pas être contingent à l'élection américaine. C'est l'idée que je me fais de la souveraineté et de l'autonomie stratégique. Ce ne sont pas des mots, ce sont des actes. Ce sont ces actes que nous prenons.

Très bien. Je crois que cette question concluait notre conférence de presse. Merci beaucoup, Mesdames et Messieurs. (Applaudissements)